



**FERMIERS POUR
LA TRANSITION
CLIMATIQUE**



Prêts à agir ensemble pour le climat

Un plan ambitieux pour réduire les émissions et accroître la résilience dans le prochain Cadre stratégique pour l'agriculture

À la fin de 2021, Fermiers pour la transition climatique (FTC) a rassemblé des agricultrices et agriculteurs, des chercheuses et chercheurs, des économistes et des expert·e·s en politiques afin de former un groupe de travail ayant pour mandat d'examiner de quelle manière le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) pourrait permettre d'accélérer la lutte contre les changements climatiques dans le secteur agricole canadien. Dans le cadre de son mandat, ce groupe de travail devait notamment recenser les pratiques de gestion bénéfiques (PGB) susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), d'accroître le stockage de carbone dans les sols, et de renforcer la résilience des fermes canadiennes. Il devait également proposer des politiques et des programmes favorisant l'adoption rapide de ces pratiques. Les conclusions de ce groupe de travail complètent celles du groupe de travail sur la gestion des risques d'entreprise, dont le mandat s'est terminé en mars 2021.

S'adressant aux responsables politiques et aux parties prenantes du secteur agricole, le présent rapport intermédiaire a pour but de présenter les conclusions et les recommandations préliminaires du groupe de travail le plus tôt possible au cours du processus d'élaboration du CSA. Les principales pratiques et recommandations politiques ont été définies, tout comme leurs coûts et leur potentiel de réduire les émissions de GES ont été calculés, mais certains de ces aspects pourraient changer. Un rapport final, qui comprendra un compte rendu technique décrivant de manière exhaustive les hypothèses et les calculs, devrait être publié au début de juin 2022. D'ici là, l'équipe de FTC est ouverte à toute idée ou suggestion susceptible d'améliorer les conclusions et les recommandations exposées dans le présent rapport intermédiaire.

Potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Le groupe de travail a recensé 18 PGB ayant le potentiel de réduire les émissions de GES, d'accroître le stockage du carbone dans les sols, et de renforcer la résilience des fermes canadiennes. Toutes ces PGB sont éprouvées, applicables, et déjà mises en œuvre au Canada, en plus d'être appuyées par des études révisées par les pairs quantifiant les réductions d'émissions de GES qu'elles permettent. Ensemble, ces PGB ont le potentiel de réduire les émissions de GES du secteur agricole de 11,6 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2030. Ce potentiel de réduction s'ajoute à la réduction des émissions de GES prévue dans le cadre de la phase actuelle du Fonds d'action à la femme sur le climat. Mais pour que ce potentiel de réduction des émissions de GES soit atteint, il faut que les PGB retenues par le groupe de travail soient largement et rapidement adoptées, ce qui nécessitera un investissement substantiel de la part des gouvernements ainsi que des agricultrices et agriculteurs.

Afin de promouvoir l'adoption des PGB que le présent rapport a retenues, un investissement gouvernemental d'environ 565 millions de dollars sera nécessaire en 2030. Puisqu'il est prévu que les dépenses augmenteront au cours des huit prochaines années, le CSA devra en

moyenne déboursé annuellement 365 millions de dollars au cours de ses cinq années d'existence, pour un total de 1,8 milliard de dollars. Ces débours ne couvrent pas les frais liés à l'administration et à la mise en œuvre des programmes. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent en outre soutenir la capacité à gérer, à administrer et à coordonner les programmes vastes et complexes nécessaires à l'atteinte de ces cibles de réduction des émissions de GES.

Les quatre PGB proposées dans le présent rapport qui s'appliquent à la gestion des fertilisants azotés sont suffisantes pour atteindre la cible du gouvernement consistant à réduire de 30 % les émissions de GES associées aux fertilisants azotés d'ici 2030.

Pratiques de gestion bénéfiques proposées

PGB	Réduction des émissions de GES (Mt éq. CO ₂ en 2030)	Coût moyen de réduction (\$/t éq. CO ₂ en 2030)	Coût total (\$/année en 2030)
Gestion des fertilisants azotés <ul style="list-style-type: none"> • Détermination du taux adéquat • Gestion précise des fertilisants azotés • Fertilisants azotés plus efficaces • Élimination des applications de fertilisants azotés en automne 	3,5	52	180 millions
Gestion du fumier et du lisier <ul style="list-style-type: none"> • Couvertures synthétiques imperméables flottantes • Acidification du lisier 	2,0	10	20 millions
Gestion du bétail <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la quantité de légumineuses dans les pâturages • Pâturage en rotation • Période de pâturage étendue • Formulation des rations et alimentation de précision 	1,6	5	8 millions
Gestion des sols <ul style="list-style-type: none"> • Cultures de couverture • Cultures intercalaires 	3,0	101	302 millions
Gestion des milieux humides et arborés <ul style="list-style-type: none"> • Conversion de milieux humides évitée* • Restauration de milieux humides • Culture entre bandes boisées • Silvopastoralisme • Plantation de bandes d'arbres en bordure des cours d'eau • Conversion de plantations-abris évitée 	1,6	35	55 millions
TOTAL	11,6	203	565 millions

* Les considérations relatives à la conception des programmes pour cette PGB sont complexes, et nous avons moins confiance dans le potentiel de réduction des GES de cette pratique que dans celui des autres pratiques.

Coûts supplémentaires

La colonne de droite du tableau qui précède indique ce qu'il en coûte annuellement pour favoriser l'adoption des différentes PGB d'ici 2030. Les montants indiqués ne tiennent toutefois pas compte des coûts associés à la conception, à l'administration et à la mise en œuvre des programmes; de ceux que les gouvernements devront assumer pour augmenter leurs effectifs internes et leur capacité à administrer les programmes nécessaires; ni de ceux engendrés par l'amélioration du travail de collecte de données et d'analyse. Certaines des recommandations politiques énumérées ci-dessous nécessiteront également des investissements supplémentaires. C'est notamment le cas de la recommandation visant la conception et la mise en œuvre d'une version améliorée du plan agroenvironnemental, et de celle préconisant la mise en place d'un programme national de retrait volontaire des terres. Des estimations plus détaillées des dépenses seront présentées dans le compte rendu technique inclus dans le rapport final.

Politiques et programmes

Le Partenariat canadien pour l'agriculture et de précédentes versions du CSA se sont concentrés sur l'adoption de PGB à la pièce, selon une approche peu coordonnée entre les provinces bénéficiant de ressources limitées pour promouvoir leur adoption. Une approche systémique beaucoup plus ambitieuse sera toutefois nécessaire si le secteur agricole entend véritablement contribuer à l'objectif du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. FTC recommandera différentes options politiques (programmes traditionnels de partage des coûts, enchères inversées, versement de primes collectives) pour promouvoir l'adoption de PGB pour le climat, mais à cette étape intermédiaire, il est important d'insister sur les principaux objectifs et thèmes politiques.

Approche systémique

La recherche montre clairement qu'une approche systémique favorisant l'adoption simultanée de plusieurs PGB permet de réduire les émissions de GES de manière beaucoup plus importante que l'application de pratiques à la pièce. Par exemple, plusieurs pratiques prises individuellement peuvent permettre de réduire les émissions de méthane entérique chez les bovins de 5 à 10 %. Cependant, des pratiques complémentaires peuvent être appliquées simultanément de sorte à atteindre une réduction de plus de 15 %, qui pourrait même atteindre jusqu'à 23 % en raison des répercussions secondaires sur la santé et la réussite de reproduction des animaux. Les productrices et producteurs devraient être encouragés à adopter des *systèmes* d'exploitation agricole à faibles émissions de GES plutôt que des PGB à la pièce.

Plan agroenvironnemental

Le plan agroenvironnemental est un cadre déjà en place qui pourrait être mis à profit pour induire un changement systémique et réduire les émissions de GES des fermes canadiennes. Le gouvernement fédéral devrait instaurer des exigences minimales par

rapport au plan agroenvironnemental, en y incluant des modules sur le climat et la gestion de nutriments, et en normalisant sa fréquence de renouvellement, tout en offrant aux provinces et aux territoires la flexibilité nécessaire pour adapter ce plan aux conditions locales. Le plan agroenvironnemental deviendrait ainsi un puissant outil pour aider les agricultrices et agriculteurs à déterminer les sources d'émissions de GES sur leur ferme et à savoir de quelle manière les réduire. Un plan agroenvironnemental complet et à jour devrait par ailleurs être une condition préalable pour bénéficier des mesures de partage des coûts et des autres formes de soutien offertes par le CSA et les programmes tels que le Fonds d'action à la ferme pour le climat.

Éducation et services de vulgarisation destinés aux agricultrices et agriculteurs

Les agricultrices et agriculteurs ont besoin d'information et de soutien afin d'apporter des changements sur leur ferme. En préparant leur plan agroenvironnemental et en le renouvelant, ces derniers ont l'occasion d'entrer en contact avec des collègues et d'autres professionnel-le-s agricoles qui peuvent leur donner d'utiles conseils. Il est nécessaire de mettre un terme à la lente érosion des services publics de vulgarisation au Canada; entre-temps, toutes les sources de connaissances agricoles doivent être renforcées et soutenues, y compris les réseaux d'échange d'information entre agricultrices et agriculteurs, les clubs d'agronomes indépendants, les équipes de conseillères et conseillers agricoles certifiés, les organisations agricoles, ainsi que les programmes agricoles dans les collèges et les universités.

Programmes de retrait volontaire des terres agricoles

Le Canada doit créer un nouveau programme national de retrait des terres agricoles. Ce type d'outil est essentiel afin d'empêcher la conversion des prairies, des milieux humides ou des zones arborées en terres agricoles, et d'encourager la conservation des terres marginales, ces dernières étant réputées produire les plus fortes émissions de GES par unité de production si elles sont converties.

Collecte et normalisation des données

Les programmes agroenvironnementaux canadiens sont reconnus pour leurs lacunes sur les plans de la collecte de données et de l'évaluation de leurs retombées. Une collecte de données et une analyse rigoureuses doivent être exigées pour chaque aspect du plan agroenvironnemental de sorte à pouvoir mieux déterminer quelles sont les sources de GES et les stratégies permettant d'en atténuer les émissions. Le Rapport d'inventaire national ne comptabilise pas de manière exacte les émissions de GES du secteur agricole, et omet de tenir compte de certaines mesures d'atténuation pourtant importantes. Or, il faut remédier à cette situation sans tarder.

Équité et inclusion

Plusieurs agricultrices et agriculteurs ont longtemps été exclus du secteur agricole canadien et laissés pour compte par les programmes gouvernementaux. Pourtant, certain·e·s d'entre eux comptent parmi les premiers à avoir adopté des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs conséquences. Les femmes ouvrant dans le milieu agricole, les jeunes et les nouveaux agriculteur.trice.s, ceux et celles en situation de handicap et travaillant sur les petites fermes, les agriculteur.trice.s et producteur.trice.s autochtones, noir.e.s, de couleur, 2SLGBTQ+ doivent souvent surmonter des obstacles additionnels et uniques pour être admis et prospérer dans le secteur agricole. Les programmes de lutte contre les changements climatiques du prochain CSA doivent être accessibles à tous les agriculteurs et agricultrices. Par exemple, les programmes de partage des coûts devraient comporter une disposition de paiement anticipé pour les agricultrices et agriculteurs qui méritent l'équité, de sorte que le manque de capitaux initiaux ne les empêche pas de participer. La portée du programme Agri-diversité devrait donc être étendue, et du soutien financier devrait être offert aux groupes qui représentent les agricultrices et agriculteurs méritant l'équité de sorte à contribuer à la prolifération et au soutien de pratiques respectueuses du climat.

Méthodologie

Les PGB recensées dans le présent rapport ont été sélectionnées en raison de l'existence d'études révisées par les pairs ou d'articles de vulgarisation démontrant leur potentiel à réduire les émissions de GES. D'autres critères ont guidé leur sélection, incluant la disponibilité de données sur l'ampleur de leur adoption, les coûts et les avantages de leur mise en œuvre pour les exploitations agricoles, et la mesure dans laquelle l'adoption de chaque PGB peut être encouragée. Les PGB qui ne sont actuellement pas appliquées au Canada ou qui sont encore au stade expérimental n'ont pas été considérées. Au début de juin, FTC publiera un rapport complet comprenant un compte rendu technique qui décrira plus en détail les sources de données consultées, les hypothèses et les calculs.

D'autres pratiques que celles retenues par le présent rapport peuvent permettre de réduire les émissions de GES et d'accroître le stockage du carbone sur les fermes canadiennes. Ce projet de recherche ne s'est pas penché sur l'utilisation d'énergie à la ferme, bien qu'il s'agisse d'une importante source de GES au sein du secteur agricole.

Membres du Groupe de travail

Coprésident.e.s agriculteur.trice.s



AMANDA ELZINGA
Productrice de bétail,
Alberta



CAMERON GOFF
Producteur de céréales et d'oléagineux,
Saskatchewan

Groupe de travail sur les émissions

Azote



DAVID BURTON
Université Dalhousie

Bétail



CLAUDIA WAGNER-RIDDLE
Université de Guelph



SUSANTHA JAYASUNDARA
Université de Guelph

Marécages



PASCAL BADIOU
Canards Illimités Canada



KIM OMINSKI
Université du Manitoba



GENET MENGISTU
Université du Manitoba

Sols et arbres



BRIAN MCCONKEY
Viresco Solutions



KARIN WITTENBERG
Université du Manitoba



EMILY BOONSTRA
Université du Manitoba

Groupe de travail économique



AARON DELAPORTE
Université de Guelph



DAN SCHUURMAN
Université de Guelph



ALFONS WEERSINK
Université de Guelph

Équité



ANGEL BEYDE
Ecological Farmers Association of Ontario

Programmes



KAT LORIMER
L'Institut pour
l'intelliProspérité



RYAN TOUGAS-COOKE
L'Institut pour
l'intelliProspérité



DEREK EATON
L'Institut pour
l'intelliProspérité

Groupe de travail sur les politiques



ALICE FEUILLET
Équiterre



DARRIN QUALMAN
Union Nationale des Fermiers



BRENT PRESTON
Fermiers pour la transition climatique

À propos de Fermiers pour la transition climatique

Lancée en février 2020, Fermiers pour la transition climatique est une coalition pancanadienne d'organisations d'agriculteur.trice.s et de partenaires qui préconise des politiques et de la programmation qui aident les agriculteur.trice.s à réduire leurs émissions et à bâtir de la résistance face aux changements climatiques.

Les membres actuels de Fermiers pour la transition climatique :



**FERMIERS POUR
LA TRANSITION
CLIMATIQUE**

fermierspourlatransitionclimatique.ca // farmersforclimatesolutions.ca



@farmersfermiers



@fermiersclimat // @farmersclimate